

Logement : le grand échec du quinquennat

« Ah ce qu'il est blême mon HLM ! », écrivions-nous en Une du *Cap Finistère*, dès le 22 septembre 2017. En effet, le logement social fut une des premières cibles du premier gouvernement d'Emmanuel Macron. Au point que l'Union sociale pour l'habitat avait qualifié les annonces du gouvernement, concernant les baisses des APL, « d'attaque sans précédent » contre le logement social.



La France construit trop peu de logements

Et l'article se concluait par : « **Quand le bâtiment va, tout va. Mais lorsqu'il est la cible d'autant d'attaques, l'inquiétude est légitime** ».

Or, cinq ans après, à la lecture du rapport de la *Fondation Abbé Pierre* on doit malheureusement constater que l'inquiétude était réellement légitime.

4 millions de Français sont mal-logés. 12 millions sont en situation de fragilité dans leur propre logement. Et 5,7 millions de personnes subissent un effort financier excessif pour payer leur loyer.

Pendant cinq années, l'actuelle majorité a effectué près de 15 milliards de coupes budgétaires, inventant l'impôt sur les HLM et fragilisant de manière inédite la situation du logement social, celle des bailleurs sociaux et celle des allocataires des APL. Elle a baissé les aides au logement dès 2017, ponctionné les bailleurs sociaux, augmenté la TVA sur la construction de logements sociaux... sans oublier l'échec de la promesse présidentielle s'engageant à ce que « **plus personne ne dorme dans la rue avant la fin 2017** ». Jamais, depuis 1984, l'effort pour le logement n'aura été aussi faible dans le budget de l'État (1,4% du PIB).

Ce rapport de la *Fondation Abbé Pierre* n'est que le dernier d'une longue série. En effet, le monde du logement ne

cesse de tirer la sonnette d'alarme depuis cinq ans. Pour Anne Hidalgo, il faut placer la question du logement au cœur du débat présidentiel, puisqu'une mobilisation exceptionnelle doit s'enclencher pour rattraper le retard accumulé.

Cet effort doit prendre plusieurs formes : d'abord une mise en chantier d'au moins 150 000 logements par an, dont une part prépondérante de logements très sociaux. La loi SRU doit être appliquée sur l'ensemble du territoire.

Pour y parvenir, il est indispensable de maîtriser les coûts du foncier, ce qui passe par le développement d'établissements publics fonciers et un encadrement des loyers.

La lutte contre la précarité énergétique passe par un grand plan pluriannuel de rénovation des bâtiments et l'instauration d'un tiers payant qui permette de différer le remboursement des travaux au moment de la vente du bien, comme le propose Anne Hidalgo.

Enfin, parce que le pouvoir d'achat est l'une des priorités des Français, il est urgent de mettre en place un bouclier logement, pour les locataires les plus fragiles, qui permette de limiter à un tiers la part des revenus consacrés aux loyers.



Laïcité

La Laïcité est un concept qui ne nécessite aucun adjectif car elle est avant tout un équilibre entre la liberté, de croyances, de chaque citoyen et la nécessaire neutralité de l'État et de ses représentants.

Dès qu'on tente d'y accoler un autre terme, elle perd son sens. Il ne peut pas y avoir de laïcité ouverte, généreuse, exigeante, à la française, de laïcité qui écrase ou qui libère. Il y a juste la laïcité, principe inventé au début du XX^e siècle, qui permet à chacun de croire ou de ne pas croire, de changer de religion, de pratiquer son culte et qui garantit la neutralité de l'État au service de citoyens égaux en droits et en devoirs.

Il a fallu près de deux siècles pour parvenir à cet équilibre, à ce compromis que tant de religieux voudraient remettre en cause. Sachons, à Gauche, ne pas tomber dans la facilité électoraliste et défendons la laïcité, tout simplement, sans chercher à la dénaturer.

Un projet pour les classes moyennes et populaires

On ne naît pas maire de Paris, on le devient, à la force de convictions, d'engagements et de campagnes électorales pour convaincre les électrices et les électeurs.



Boris Vallaud coordinateur du projet

Le 1^{er} février, c'est en visioconférence que Boris Vallaud a présenté, aux adhérents et sympathisants du Finistère, le projet que défend Anne Hidalgo et répondu à leurs questions.

«**Réunir la France dans la justice**», qui se décline en 70 propositions, a été élaboré de manière collective. Il s'appuie évidemment sur le projet socialiste validé cet été à Blois à l'issue de dix-huit mois de travail. **«Le projet du PS donne une vision à long terme de ce que veulent les socialistes. Le programme présidentiel l'organise sur la durée d'un mandat présidentiel»**, a résumé Boris Vallaud.

Les groupes parlementaires, les secrétaires nationaux du PS, mais aussi

des experts, des universitaires, des ONG et des syndicats ont participé à l'élaboration de ces 70 propositions. Elles visent à apporter des réponses aux trois défis que nous devons relever : le défi social, le défi écologique et le défi démocratique, en sachant que ces trois dimensions sont étroitement liées et qu'il faut toujours les associer. Décarboner l'économie sans prendre en compte les aspects sociaux serait voué à l'échec.

Ce projet intervient à l'issue de la crise sanitaire et en tire tous les enseignements. Il a, en effet, fallu que notre pays soit confiné pour qu'éclate au grand jour les vraies priorités et le rôle indispensable joué par les premiers de corvée qui ont permis de faire tourner le pays : personnel soignant, caissières, enseignants...

«Ce projet correspond totalement à la candidate qui le porte.»

Mais, si ce projet est le fruit d'un travail collectif, on y retrouve évidemment la patte de la candidate qui le porte, a insisté Boris Vallaud. Anne Hidalgo est une femme, d'origine espagnole, qui a grandi dans les quartiers populaires de Lyon et qui a commencé sa carrière professionnelle comme inspectrice du travail.

C'est pour cette raison que la candidate insiste particulièrement sur les volets sociaux et éducatifs de son

projet et qu'elle est totalement crédible lorsqu'elle insiste sur l'importance de l'école, de l'orientation et du dialogue au sein des entreprises.

Le cœur du projet s'adresse aux classes moyennes et aux classes populaires et vise à augmenter leur pouvoir d'achat, qui stagne depuis des années, alors que les hauts revenus explosent. La reprise de l'inflation exige des réponses fortes, d'abord pour augmenter le SMIC et provoquer des conférences salariales dans toutes les branches professionnelles, mais aussi pour réduire les écarts de salaires au sein des entreprises, au moins de 1 à 20.



70 propositions pour réunir la France

Il est enfin temps, alors que le dispositif législatif existe depuis des années, de parvenir enfin à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes. C'est indispensable, d'un point de vue éthique, mais aussi économique puisque le manque à gagner pour l'économie est évalué à 90 milliards d'euros qui ne se retrouvent ni dans la consommation, ni dans les prestations sociales.

Dépendance : une réponse solidaire

POUR DE NOUVELLES SÉCURITÉS SOCIALES

Mieux veiller sur nos aînés en EHPAD

Avec 5 aides soignantes et une infirmière de nuit par EHPAD **en plus** soit + 40 000 emplois

HIDALGO!2022

À l'issue de cette présentation du programme, Boris Vallaud a répondu aux questions des adhérents et sympathisants. Les demandes de précisions portaient notamment sur l'éducation et la formation des enseignants, l'accueil des réfugiés, la réforme des institutions, mais surtout les questions sociales et en particulier sur la prise en charge de la dépendance, quelques jours après la publication «des fossoyeurs». Pour Boris Vallaud, le scandale ne date pas d'aujourd'hui. Depuis plusieurs années, les parlementaires socialistes interpellent le gouvernement sur les conditions de vie dans les EHPAD. «Le candidat Macron avait promis une loi sur la dépendance en 2017 et nous sommes presque certains qu'il la réitérera en 2022.»

La gestion des EHPAD par le secteur privé n'est pas une fatalité, a insisté le député des Landes. Dans son département, on ne trouve aucun groupe privé. «Nous devons cette situation à Henri

Emmanuelli qui partait du principe que nous grandissons ensemble, nous vivons ensemble et nous vieillissons ensemble.» «Dans le Finistère, nous ne comptons que deux établissements privés, à Brest», a complété Nathalie Sarrabezolles. Tous les autres établissements sont publics ou associatifs. Mais, quel que soit le mode de gestion, le manque de moyens se fait sentir partout.

La question que le débat présidentiel devrait trancher est : quelle part de la solidarité nationale voulons-nous consacrer à la prise en charge du grand âge en sachant que les dépenses liées aux soins sont financées par la sécurité sociale, celles liées à la dépendance par les départements et celles liées à l'hébergement par les résidents ou leurs familles ?

Le financement de la dépendance conduit, bien sûr, à reposer la question des retraites et de l'employabilité des seniors car le montant des pensions dépend directement des cotisations versées. Or, comment accepter de repousser l'âge de départ à la retraite, comme le préconise la Droite si, dans le même temps, les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans ont très peu de chance de se faire embaucher ?

Marine Le Pen n'était pas (et ne sera jamais) la bienvenue à Brest

Il y avait, à Brest, ce 1^{er} février, autour de la table, des représentants d'au moins cinq candidat.e.s à la Présidentielle, au Vauban. Mais, ils et elles ne se sont pas retrouvés pour défendre leurs projets mais pour dénoncer, de manière unanime, le coup médiatique que venait de réaliser Marine Le Pen dans la journée.

L'indignation le disputait à l'écœurement. L'indignation de constater que la candidate d'Extrême-droite n'était venue dans la cité du Ponant que pour tourner une vidéo de quelques secondes avec les immeubles de Pontanézen en arrière-plan. Le quartier avait été, quelques jours auparavant le théâtre de violences urbaines.

L'écœurement de vérifier que le Rassemblement national profite des tensions pour exacerber les peurs. Vieille méthode de l'Extrême-droite qui consiste toujours à

stigmatiser, à exclure, à désigner des bouc-émissaires. « **Là où elle veut opposer, nous voulons rassembler et construire collectivement** », ont rappelé les représentants.

Marine Le Pen ne s'intéresse pas aux quartiers populaires. Elle ne s'y rend qu'après des incidents graves, pour souffler sur les braises. Les Françaises et les Français attendent de celles et ceux qui prétendent présider le pays

d'apaiser les tensions et de ne surtout pas les exacerber.

Le coup médiatique était si énorme que l'AFP a refusé de diffuser les images du passage fugace de la candidate d'Extrême-droite à Pontanézen, considérant qu'on était plus dans le domaine de la propagande que dans celui de l'information.

En revanche, les images de Marine Le Pen et de son staff, obligés de s'engouffrer dans leurs voitures pour effectuer les quelques mètres séparant le commissariat Colbert de l'Océania, où s'est tenue une conférence de presse, ont été largement diffusées. N'importe quelle autre candidate ou candidat en aurait profité pour aller à la rencontre des Brestoises et des Brestoises.

Brest est une ville populaire et ouverte. Tout l'inverse de la dirigeante du Rassemblement national. C'est pourquoi elle n'y sera jamais la bienvenue.



Un déplacement sous haute protection policière

Législatives : le PS pré-désigne ses candidat.e.s

Les socialistes du Finistère ont procédé, le 3 février, à la désignation de leur délégué.e.s de circonscriptions dans une partie des huit circonscriptions du Finistère.

Ils ont désigné Arnaud Platel, conseiller municipal de Plomelin, dans la 1^{ère} circonscription (Quimper, Fouesnant, Briec), Réza Salami, adjoint au maire de Brest, dans la 2^e (Brest centre), Gwenegan Bui dans la 4^e (Morlaix), Nathalie Sarrabezolles, conseillère départementale, dans la 5^e (Landerneau, Guipavas) et Sébastien Miossec, maire de Riec-sur-Bélon et président de Quimperlé communauté, dans la 8^e (Quimperlé, Concarneau).

Ces délégué.e.s de circonscription sont, sur leurs territoires, les animateurs de la campagne d'Anne Hidalgo et ont vocation à représenter

le Parti Socialiste aux élections législatives qui interviendront les 12 et 19 juin prochains. Cependant, ils et elles ne seront officiellement investis qu'à l'issue d'une convention nationale dont la date n'a pas encore été fixée.

Il est à noter, pour éviter toute

ambiguïté, que « délégué de circonscription » est un terme adopté par la direction nationale du PS. Il ne correspond pas aux « délégués », élus dans le Finistère à l'issue du dernier congrès qui sont désormais les « animateurs » de circonscription.

En effet, les socialistes restent attachés à l'union de la Gauche et souhaitent nouer, autant que possible, des accords avec leurs partenaires de Gauche pour présenter des candidatures d'union. Ces négociations se dérouleront nationalement.

C'est d'ailleurs, pour cette raison que les désignations dans les 3^e (Brest rive-droite, Saint-Renan, Ploudalmézeau), 6^e (Châteaulin Carhaix) et 7^e circonscriptions (Douarnenez, Pont-l'Abbé) ont été « gelées ».



Nos délégué.e.s de circonscriptions

Agenda

Disparitions

Nous avons appris avec tristesse la disparition de **Joseph Le Guerrer**, adhérent de la section de Bannalec et militant associatif incontournable dans sa commune et son canton.

Quelques jours plus tard, **Jean-Pierre Tandin**, de Logonna-Daoulas, nous quittait également. Militant infatigable, il savait toujours trouver les mots pour nous rappeler le sens de nos combats pour la justice et l'émancipation.

Nous adressons à leurs familles et leurs proches nos plus sincères condoléances.

Cap Finistère

Le Breton Socialiste

CPPAP 1222 P 11428
N° 1381 - Vendredi 11 février 2022
www.ps29.bzh - cap-finistere@wanadoo.fr
26 B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER
Tél. 02 98 53 20 22

Directeur de la publication :
Yves FORMENTIN-MORY
Rédacteur en chef : Jean-Yves CABON
Tél. 02 98 43 44 39
13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST

Impression : Presses Associatives du Finistère
Tél. 02 98 43 11 44

S'abonner

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

.....

Abonnement numérique

..... @

Tarifs pour l'année
Adhérents : 25 euros
Non adhérents : 35 euros

Chèque à l'ordre de :
ADFFFPS



À cœur vaillant, rien d'impossible!

À deux mois du premier tour de la Présidentielle, Anne Hidalgo s'est adressée aux militants socialistes, le samedi 5 février, en live sur Youtube pour leur délivrer un double-message : oui, la campagne est dure, mais c'est justement pour cette raison que nous devons tenir bon.

Entourée de Sébastien Vincini et de Carole Delga, Anne Hidalgo a tenu un discours de mobilisation, expliquant, sans langue de bois, le contexte dans lequel se déroule la campagne présidentielle. Elle l'a fait depuis la cité Malherbes, haut lieu de la famille socialiste, qui hébergeait le siège de la SFIO avant que le PS ne s'installe rue de Solférino. **« Nous sommes en difficulté sans doute parce que nous n'avons pas porté avec assez de fierté et de détermination ce que nous avons apporté au pays. Beaucoup aimeraient que nous n'existions plus. »**

Ce n'est pas la première fois que les sondages annoncent des défaites des candidats socialistes et sont démentis par les urnes. Pour les Municipales, souvenons-nous, la République en marche faisait circuler une liste annonçant que le RN allait conquérir 137 villes. Aux mêmes Municipales, à Paris, Anne Hidalgo était systématiquement donnée perdante, d'abord contre Benjamin Griveaux, puis contre Agnès Buzyn.

Et ça a continué, l'année suivante, pour les Régionales. Les socialistes devaient perdre toutes les régions, sauf l'Occitanie. Carole Delga était annoncée comme la présidente qui serait la plus mal élue. Souvenons-nous aussi qu'en Bretagne, *Le Télégramme* publiait, le 7 mai 2021, un article s'appuyant sur un sondage qui donnait la liste LREM en tête, suivie de peu par celle de la Droite. La liste de Loïg Chesnais-Girard était donnée au coude à coude avec celle du RN, à 14%. L'auteur de l'article annonçait même, péremptoire : **« Premier enseignement, le président PS de Région, Loïg Chesnais-Girard, n'imprime pas »**. On connaît la suite.

Pourquoi cet acharnement contre notre candidate ? Parce qu'elle est une femme, de Gauche et, de surcroît, d'origine espagnole. Rarement une candidate à la Présidentielle aura été la cible d'attaques d'une telle violence, en interviews ou sur les réseaux sociaux. **« Nous sommes leur pire cauchemar »**, explique la candidate. La Gauche de gouvernement leur fait peur parce qu'elle veut réduire les inégalités, parce qu'elle veut donner des droits aux derniers de corvée.

Quelques heures avant de s'adresser aux militants, socialistes, Anne Hidalgo tenait une conférence de presse pour



annoncer que Bernard Cazeuneuve avait accepté de présider son comité de soutien national. **« Un homme d'État que nous avons tous pu voir jouer ce rôle dans la tourmente des attentats, lorsqu'il était ministre de l'Intérieur. »**

L'ancien premier ministre a lui aussi dénoncé la tournure prise par la campagne et appelé à un sursaut de la part de toutes celles et tous ceux qui se réclament du camp républicain.

« Nous sommes dans une campagne d'abaissement, nous sommes dans une campagne de violence, nous sommes dans une campagne durant laquelle la stratégie d'un certain nombre d'acteurs vise à créer sur tous les sujets des occasions de confrontations, d'opposition violente, de mises en causes, parfois personnelles, d'acteurs politiques alors que la démocratie ne doit pas consister à s'en prendre aux individus, en raison de ce qu'ils sont, mais à leurs idées, en raison de ce qu'ils pensent. Eh bien, nous sommes dans cette période de confrontation de tous contre tous, de perte de vue de la notion de respect et de la notion d'altérité, c'est-à-dire cette capacité de se mettre à la place de l'autre, et s'étant mis à la place de l'autre, de refuser de témoigner à son encontre d'une violence dont on n'aimerait pas qu'on use contre nous-mêmes. »

« Les Françaises et les Français vont nous juger sur notre capacité de résilience et notre détermination à avancer et défendre notre projet, qui apporte des réponses aux défis sociaux, environnementaux et démocratiques, même dans la tempête », a insisté Anne Hidalgo. **« Ils veulent que nous doutions et c'est humain de douter compte tenu de la violence des attaques que nous subissons. Mais nous devons être solides, forts de l'histoire que nous incarnons, forts du projet de justice sociale que nous portons, forts du parti, présent sur l'ensemble du territoire, que nous représentons. »**

Le 19 février, Anne Hidalgo réunira l'ensemble des animatrices et animateurs de sa campagne qui, dans tous les départements, se mobilisent pour présenter et défendre son programme.